



COMITE TECHNIQUE LOCAL 15 AVRIL 2021 DECLARATION LIMINAIRE

MONSIEUR LE PRESIDENT,

Un an de crise sanitaire, un an que nous avons nos vies bouleversées que ce soit au travail comme dans notre sphère privée, avec beaucoup de souffrances pour certains et certaines.

Nous pensons à nos jeunes qui peuvent se retrouver dans une grande détresse, à tous celles et ceux qui se retrouvent dans de grandes difficultés financières mais également aux salariés qui sont au front comme dans les hôpitaux.

La liste est longue... Quel triste anniversaire !

Nous ne reviendrons pas sur la gestion de cette crise.

Mais par contre, nous dénonçons avec fermeté la continuité, voire l'accélération de la mise en œuvre des réformes dévastatrices pour notre société ; pour exemples : les fermetures programmées d'hôpitaux (projet de la sécurité sociale avec l'ultralibéralisme de la santé), la réforme de l'assurance chômage, le NRP à la DGFIP, les privatisations galopantes comme dans le foncier avec l'arrivée de Google à la DGFIP, la liquidation du parc EPAF avec le risque de licenciement d'un bon nombre de personnels, etc.. la liste est bien longue.

Nous ne sommes pas dupes, l'après s'annonce pire que l'avant crise COVID !

Malgré l'arrivée des vaccins depuis quelques mois, la situation reste très inquiétante. Le confinement est remis en place, en raison de variants de la COVID-19 qui sont beaucoup plus contagieux mais également et il est nécessaire de le rappeler le manque persistant de lits (7 580 supprimés en 2018-2019) et de personnel soignants suite aux décisions des gouvernements successifs de détruire le service public.

Nous sommes d'ores et déjà très inquiets pour l'ensemble des agents, notamment les plus fragiles d'entre eux.

Alors que la société française est traversée par des bouleversements sociétaux d'une rapidité inouïe, accélérés par la pandémie, la promesse du monde d'après a fait « pschitt ».

Alors que l'État a promis d'être à la barre et de protéger, quoi qu'il en coûte, nos concitoyens des conséquences de la plus grave crise sanitaire que la France ait connue

depuis plus d'un siècle, en mettant toute son énergie au service de nos concitoyens, il semblerait que certaines administrations, dont la nôtre, en ont profité pour appuyer franchement sur l'accélérateur des réformes visant à démanteler notre bien à tous, **le service au public** : nouveau réseau de proximité, dématérialisation, démétropolisation, loi Essoc, qui traduisent l'abandon pur et simple des missions de contrôle. Tout cela avec la complicité souvent active de certains directeurs locaux, nettement plus préoccupés par leurs carrières que par la sauvegarde du service public.

Et pourtant... En affaiblissant la Sécurité sociale, en déshabillant l'hôpital, en laissant la recherche aux mains des intérêts privés, en dérégulant l'économie, le vieux monde nous a conduit, non pas à la crise sanitaire, mais à l'incapacité d'y faire face. Le pire dans tout ça, c'est que la situation va servir pour justifier des coupes sombres encore plus rapides dans ce qu'il reste du modèle social français...

La priorité des administrations financières à ce jour : accélérer les suppressions d'emplois alors même que l'État nous demande des efforts supplémentaires pour soutenir l'économie et les citoyens.

Notre syndicat ne s'associera jamais à la mise en place du NRP et de la démétropolisation à la DGFIP ; deux outils créés pour supprimer ou transférer des emplois.

Nous ne voyons que trop, par la loi ESSOC, par l'auto-certification des entreprises, l'attention que porte le gouvernement au contrôle.

La CGT Finances Publiques dénonce également les largesses financées par l'argent public sans contrepartie.

La crise sanitaire s'installant durablement, le gouvernement a étendu par décret, le « Fonds de solidarité aux entreprises ». Ce dispositif d'aides aux entreprises a été mis en place en avril 2020 suite au confinement de la population et à l'arrêt brutal de la majeure partie des activités économiques. L'aide prévue peut ainsi désormais pour certains secteurs d'activités aller jusqu'à 10 000 euros par mois ou 20 % du chiffre d'affaires dans la limite de 200 000 euros. De la même famille que le CICE, le Crédit Impôt Recherche et tous les dispositifs d'incitation fiscale favorables aux entreprises, le fonds de solidarité, accompagné du dispositif de prêts garantis par l'Etat, a pour but de sauver des milliers d'entreprises.

La CGT, forte de son expérience et de son analyse des dispositifs existant avant la crise du COVID, avait déjà alerté, à de nombreuses reprises, sur le coût faramineux des dispositifs d'aides aux entreprises, et notamment le CICE qui a coûté des milliards aux contribuables français. Avec le Fonds de solidarité, les prêts garantis par l'État et les plans de relance de pans entiers de l'économie, l'argent « magique » des contribuables est utilisé pour contrer la menace supposée ou réelle de millions de suppressions d'emplois. Les entreprises, dont certaines sont déjà largement épargnées par une réelle lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, bénéficient à plein d'une répartition des richesses essentiellement orientée vers l'actionnariat, la rente du capital et les hauts revenus des dirigeants. Attribuées sans réel contrôle, les aides sont distribuées sans aucune garantie de retours sur investissements, sans aucune exigence de contrepartie. Sans perspectives de contribution de la part des banques, des sociétés d'assurance et des plus hauts revenus, le financement de cette manne d'argent public ne pourra se faire que par les prélèvements obligatoires demandés au plus grand nombre, soit les salariés et les retraités, même les plus modestes, tous et toutes redevables de la TVA.

La CGT dénonce une distribution massive d'argent public aux entreprises sans contrôle. Les agents des finances publiques, garants de la juste application de la loi fiscale, ne peuvent devenir les banquiers de l'économie française par leur travail actuel de «

distribution », sans contrôle, de milliards d'argent public, tant par l'attribution du fonds de solidarité que par les remboursements de TVA ou des crédits d'impôts.

Ce ne sont pas les contrôles a posteriori qui permettront de récupérer l'intégralité des sommes versées à tort. Les services, en particulier les services des impôts des entreprises (SIE), en charge de verser ces aides et de vérifier leur justification, sont noyés par les demandes et choqués par le manque de moyens de contrôle. Plus que jamais, il est urgent de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et de faire des choix de société qui puissent être financés par les ressources des plus aisés et en faveur des besoins du plus grand nombre.

Nous souhaitons aussi évoquer les nécessaires compensations qui doivent être faites aux télétravailleurs. Il est inadmissible que depuis un an ce mode de travail coûte aux agents. De nombreux agents ont pu observer leurs factures d'énergie (lumières, chauffage,...) liées à une consommation en augmentation du fait de la présence accrue au domicile.

Il est grand temps que la DG s'empare du sujet et procède à des forfaits de remboursements.

La Ministre du Travail l'a encore affirmé, le télétravail ne doit pas coûter au salarié, pour la CGT il doit en être de même pour les fonctionnaires.